

Arrêté
portant inscription au titre des monuments historiques de l'ensemble formé par l'ancien
monastère Saint-Paul de Mausole et la maison de santé Saint-Paul
à SAINT-REMY-DE-PROVENCE (Bouches-du-Rhône)

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements et les régions,

Vu l'arrêté en date du 28 mai 1893 portant classement au titre des monuments historiques du cloître et du clocher de l'église de l'ancien prieuré Saint-Paul de Mausole à Saint-Rémy-de-Provence (13),

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture en date du 14 mars 2024,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

Considérant que le site Saint-Paul de Mausole à SAINT-REMY-DE-PROVENCE (Bouches-du-Rhône), parmi les lieux les plus visités des Alpilles, attaché à la mémoire du peintre Vincent Van Gogh qui y a peint des œuvres majeures, présente un intérêt historique, archéologique et paysager suffisant pour en rendre désirable la préservation, en raison de l'importance de cet ensemble monastique consacré aux soins dans l'histoire de l'architecture romane provençale, de la qualité de ses augmentations et embellissements du XVII^e siècle et des extensions néo-classiques de la maison de santé.

ARRETE

Article premier : Est inscrit au titre des monuments historiques, en totalité, à l'exception des parties classées, l'ensemble des constructions formé par l'ancien monastère Saint-Paul de Mausole et la maison de santé Saint-Paul y compris son portail, ses murs de clôture, ses parcs et son potager tel que délimité selon le plan annexé au présent arrêté, et situé sur les parcelles 338, 339, 340, figurant au cadastre section AS :

Et appartenant à L'ASSOCIATION DES AMIS DE SAINT-PAUL, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée à la sous-préfecture d'ARLES le 22 mars 1970 et rendue publique par une insertion au Journal Officiel datée du 23 avril 1970, identifiée au SIREN sous le numéro 533 435 418, représentée par M. Gérard PIERI, président, dont le siège social est 2 chemin Saint-Paul à SAINT-REMY-DE-PROVENCE.

L'ASSOCIATION DES AMIS DE SAINT-PAUL résulte de la transformation de la SOCIÉTÉ ANONYME DE SAINT-PAUL suivant délibération de l'Assemblée Générale des actionnaires en date du 23 décembre 1969 dont le procès-verbal est demeuré annexé à un acte en constatant le dépôt reçu par M^e AVRIL, notaire à SAINT-REMY-DE-PROVENCE (13), publié au service de la publicité foncière de TARASCON-SUR-RHÔNE (13), le 5 février 1971, vol. 1280, n° 21.

Cette dernière en est propriétaire depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Un bail emphytéotique a été passé entre la SOCIÉTÉ ANONYME DE SAINT-PAUL, propriétaire, et l'ASSOCIATION SAINT-PAUL DE MAUSOLE, emphytéote, par acte des 22 décembre 1964 et 8 février 1965 passé devant M^e AVRIL, notaire à SAINT-REMY-DE-PROVENCE (13), et publié au service de la publicité foncière de TARASCON-SUR-RHÔNE (13), le 17 mars 1965, vol. 534 n°30.

L'ASSOCIATION SAINT-PAUL DE MAUSOLE, constituée le 21 décembre 1961 à l'initiative des sœurs de Saint Joseph, devenue en 1994 l'Institut des Sœurs de Saint-Joseph, déclarée à la sous-préfecture d'ARLES le 30 janvier 1962 et publiée au Journal Officiel le 21 février 1962 a été fusionnée par absorption par l'ASSOCIATION DE VILLEPINTE identifiée au SIREN sous le numéro 775 672 454 devenue VIVRE ET DEVENIR VILLEPINTE-SAINT-MICHEL, par traité de fusion du 14 juin 2017.

Un avenant à bail à construction par acte du 17 mars 1975 a été passé devant M^e AVRIL, notaire à SAINT-REMY-DE-PROVENCE (13) et publié au service de la publicité foncière de TARASCON-SUR-RHÔNE (13) le 23 avril 1975, vol. 2132 n°3.

Un avenant à bail emphytéotique et à bail à construction entre L'ASSOCIATION SAINT PAUL DE MAUSOLE et l'ASSOCIATION DES AMIS DE SAINT-PAUL DE MAUSOLE a été passé par acte du 1^{er} septembre 1997 devant M^e RAVANAS, notaire associé à MALLEMORT (13) et publié au service de la publicité foncière de TARASCON-SUR-RHÔNE (13), le 14 novembre 1997, vol. 1997P n°5877.

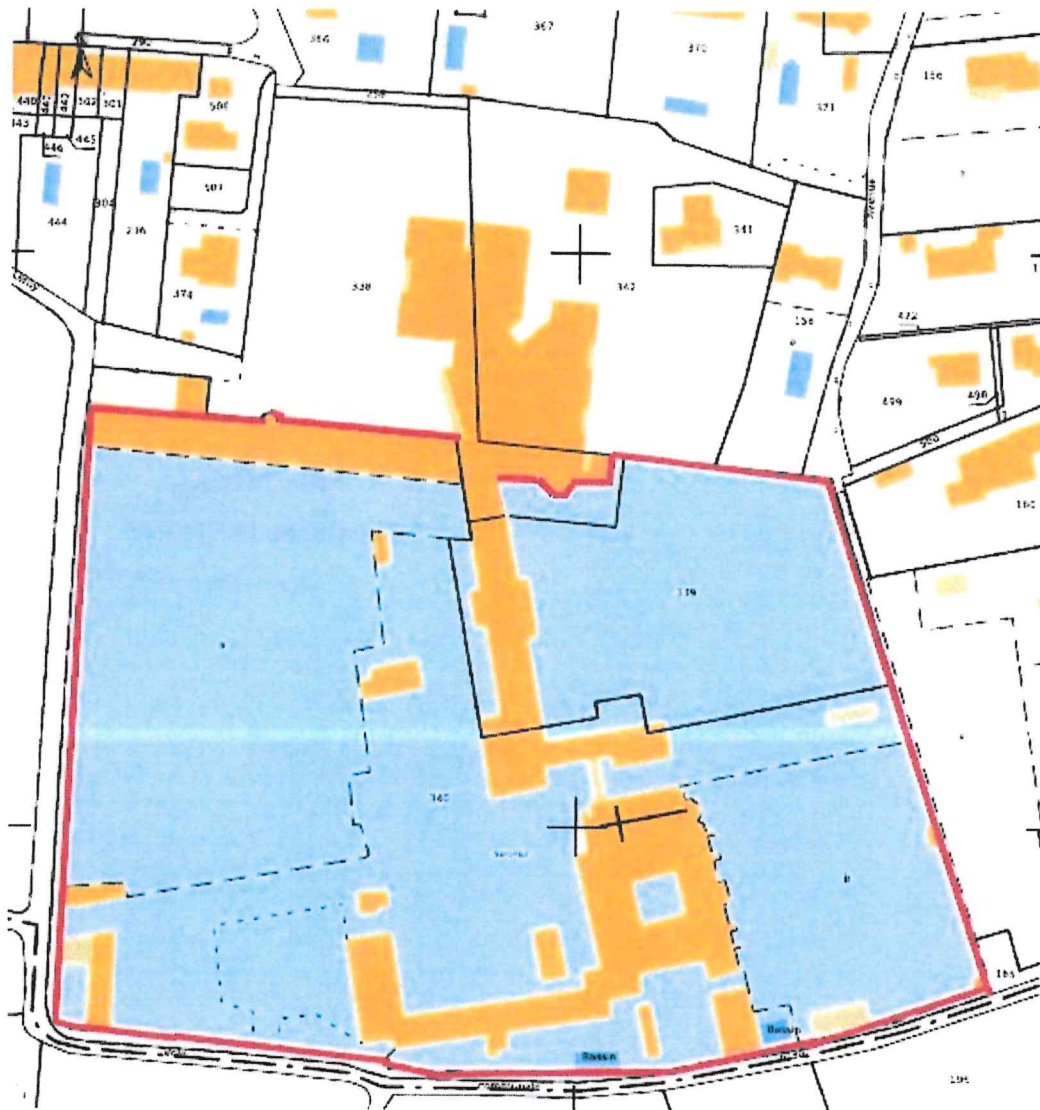
Une prorogation de bail à construction a été passée par acte du 20 décembre 2003 devant M^e MILAN, notaire associé à SAINT-REMY-DE-PROVENCE (13), et publié au service de la publicité foncière de TARASCON-SUR-RHÔNE (13), le 12 mars 2004, vol.2004P n°1468.

Un avenant à bail emphytéotique et à construction a été passé par acte du 1^{er} juin 2017 devant M^e MILAN, notaire associé à SAINT-REMY-DE-PROVENCE (13), et publié au service de la publicité foncière de TARASCON-SUR-RHÔNE (13), le 5 juillet 2017, vol. 2017P n°4048.

Un transfert de propriété des droits immobiliers détenus par l'ASSOCIATION SAINT-PAUL DE MAUSOLE au profit de l'ASSOCIATION DE VILLEPINTE dans le bail emphytéotique publié le 17 mars 1965 et de ses avenants publiés les 23 avril 1975, 14 novembre 1997 et 5 juillet 2017 a été effectué par acte du 8 février 2021 passé devant M^e CHASSAING, notaire à PARIS, et publié au service de la publicité foncière de TARASCON-SUR-RHÔNE (13), le 17 février 2021, vol. 2021P n°1222.

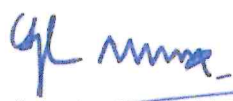
Les parcelles AS 338, 339, 340 résultent de la division de la parcelle AS 259 par acte du 1^{er} septembre 1997 passé devant M^e RAVANAS, notaire associé à MALLEMORT (13), et publié au service de la publicité foncière de TARASCON-SUR-RHÔNE (13) le 14 novembre 1997, vol. 1997P n° 5877.

**Plan annexé à l'arrêté portant inscription au titre des monuments historiques de
de l'ensemble formé par l'ancien monastère Saint-Paul de Mausole et
la maison de santé Saint-Paul à SAINT-REMY-DE-PROVENCE (Bouches-du-Rhône)**



Marseille, le 5 SEP. 2024

Le Préfet de Région,


Christophe MIRMAND

Article 2 : Le présent arrêté complète l'arrêté de classement au titre des monuments historiques en date du 28 mai 1893, susvisé.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et au maire de la commune concernée, et, le cas échéant, à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme.

Article 4 : Le secrétaire général aux affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au fichier immobilier de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Marseille, le 5 SEP. 2024

Le Préfet de Région,


Christophe MIRMAND